

Policy Brief

Decembre 2015
PB-15/27

“20^e Anniversaire de la Déclaration de Barcelone. Des défis aux opportunités : un agenda de développement commun pour la méditerranée”¹

Par Youssef Amrani

Résumé

La situation géopolitique prévalant actuellement dans le pourtour méditerranéen est difficile et complexe, en raison notamment, de l'apparition d'une nouvelle équation stratégique qui laisse craindre une nouvelle flambée de violence. Dans ce contexte perturbé, le Maroc, sous le leadership de SM le Roi Mohammed VI, s'est engagé dans un processus démocratique, fondé sur une approche inclusive qu'il mène avec foi et détermination. La Méditerranée conserve, certes, une triple vocation de référent interculturel, d'espace d'échange et de voie de communication. Cependant, si vingt ans après la Déclaration de Barcelone, les principes du Partenariat euro-méditerranéen sont toujours valides et d'actualité, malgré des avancées certaines réalisées par la Politique Européenne de Voisinage et l'Union pour la Méditerranée, la réalisation d'un espace de stabilité et de prospérité partagées se fait encore attendre, en raison de l'inadaptation de certains instruments et des profonds bouleversements politiques survenus en Méditerranée. Au vu de cette conjoncture, la mise en place d'une véritable Politique Européenne de Voisinage, dotée de perspectives politiques et économiques contractuelles clairement articulées et de moyens à la hauteur des attentes légitimes et des priorités des partenaires du voisinage de l'Europe est désormais plus que jamais nécessaire.

20 ans après la signature de la déclaration de Barcelone, les principes de Partenariat euro-méditerranéen sont toujours valides et d'actualité. S'il est vrai que des avancées certaines ont été réalisées par la Politique européenne de voisinage (PEV) et l'Union pour la Méditerranée (UPM), nous sommes encore loin de cet espace de paix, de stabilité et de prospérité partagée, en raison notamment, de l'incohérence des priorités, l'inadaptation de certains instruments et des profonds bouleversements politiques survenus en Méditerranée.

« Aujourd'hui, la conjoncture actuelle et les récents événements douloureux, marqués par « la volatilité » et la « violence » sont les maîtres mots qui définissent le nouvel ordre international qui se profile. »

Au sein de ce nouvel ordre, la Méditerranée doit rester

cet espace commun d'échanges et non pas devenir un nouveau rideau de fer entre les deux rives.

Dans un contexte oscillant entre crise et reprise, des signes d'amélioration économique sont perceptibles en Europe. Avec les décisions prises et les pare-feu installés, il y a eu une réorientation vers la croissance que nul ne peut remettre en question.

Cependant, la crise a laissé des traces profondes, elle n'a été partiellement surmontée qu'avec du temps, des mesures qui ont coûté très cher, en termes de croissance et de niveau de vie, pour les populations.

Les nouveaux faits sur le terrain, notamment la montée des partis populistes et eurosceptiques, ainsi que les nouvelles questions urgentes nécessitent un projet rassembleur de nature à favoriser la paix et la stabilité dans le sud de la Méditerranée.

1. Intervention de Monsieur Youssef Amrani, Chargé de Mission au Cabinet Royal. « 27 novembre 2015, Barcelone »

Face à cet état de fait que pouvons-nous faire collectivement? La réponse est dans un retour à « l'esprit de Barcelone » pour revitaliser la Méditerranée des institutions et des échanges.

Les fervents défenseurs de l'Europe doivent en effet, envisager de donner au modèle européen une nouvelle perspective, car l'Europe :

- a. Ne doit pas être simplement un espace économique, avec des règles minimales.
- b. Se doit de s'affirmer au-delà et de retrouver ses capacités d'action et sa force d'émulation dans son environnement régional, dans un monde particulièrement multipolaire en ébullition.
- c. Se doit de retrouver le chemin de l'espoir qu'elle a toujours porté et elle ne peut se résigner à renoncer aux principes de solidarité, de justice et de progrès qu'incarne son modèle.

L'Histoire nous a appris que face à l'adversité, c'est le rassemblement et la communauté des valeurs qui permettent de relever collectivement les défis. Il est donc manifeste que nous avons besoin des deux côtés de la Méditerranée et même au-delà, et notamment au Sahel d'une vision qui fédère et non qui divise.

Les sous-ensembles européens, maghrébin, du Mashrek et du Sahel sont intimement liés du fait de l'indivisibilité de la sécurité. L'Europe n'y arrivera pas seule, car la stabilité de l'Europe dépend de la stabilité de la rive sud de la Méditerranée, qui elle-même dépend de la sécurité dans l'espace sahélo-saharien.

Les bouleversements qui affectent le monde arabe en général et le bassin méditerranéen en particulier, sont loin d'être terminés. Ils servent de catalyseurs à des changements structurels plus profonds. Ils dessinent une nouvelle lecture géopolitique qui engendre des risques, mais également des opportunités.

Force est de constater l'apparition d'une nouvelle équation stratégique en Méditerranée, à l'heure où la guerre civile ravage la Syrie et l'Irak, où d'autres pays arabes comme la Libye et le Yémen s'enfoncent dans l'instabilité craignant la contagion de la révolte, où le manque d'avancées dans le processus de paix au Moyen Orient laisse craindre une nouvelle flambée de violence, où l'évolution de la zone sahélo-saharienne est devenue inquiétante aussi bien pour le Sud que le Nord.

Au vu de cette situation, des éléments d'optimisme laissent entrevoir une lueur d'espoir, à condition que la raison et le pragmatisme l'emportent.

« Le Maroc l'a bien compris car il est à la jonction de l'ensemble de ces espaces et plus que jamais, il faut évoluer vers un esprit revitalisé de Barcelone et un nouvel ordre méditerranéen qui prend en compte la complexité des menaces et défis collectifs auxquels nous sommes ensemble confrontés. »

En effet, l'examen de la PEV requiert davantage d'appropriation et de « différenciation » entre les pays « partenaires » ainsi qu'une nouvelle approche.

Pour le Maroc, le principe de différenciation devrait prendre en compte les réalisations des pays du voisinage au regard de leurs relations respectives avec l'UE. C'est la raison pour laquelle, la nouvelle PEV doit accompagner le développement des « pays-pionniers », qui ont opté pour un partenariat fort et agissant avec l'Europe, à l'instar du Maroc, qui a traduit concrètement ce choix par la conclusion d'un Statut avancé auprès de l'Union Européenne ».

Il est désormais temps pour l'Europe de mettre en place une véritable PEV, dotée de perspectives politiques stratégiques clairement articulées, à même de répondre aux attentes légitimes des partenaires du voisinage de l'Europe et engager une dynamique d'ensemble visant la mise en œuvre de l'ensemble des objectifs de la PEV.

« En effet, ne serait-il pas temps pour la PEV d'offrir des perspectives prometteuses et vertueuses aux partenaires qui ont fait le choix d'un rapprochement qualitatif avec l'EU ? »

L'UE et son voisinage bénéficieront ainsi du moteur de croissance créé par la synergie de ces pays, pour la réalisation d'un espace euro-méditerranéen partageant un destin commun.

Pour être en mesure de satisfaire à la fois les attentes, les ambitions et les priorités de ses voisins, la nouvelle PEV devra démontrer qu'elle constitue un instrument utile pour son voisinage. D'autres objectifs, devraient, être identifiés, autour desquels les institutions européennes devraient chercher à obtenir davantage d'appui, dans le cadre de la rénovation de la PEV et de la mise en place d'instruments plus élargis.

Pour cela, l'Europe devra opter pour une approche plus pragmatique en matière de politique étrangère qui pourrait donner des résultats concrets.

Enfin, nul doute, que l'efficacité et la pertinence des relations entre le Nord et le Sud reste tributaire en partie de la capacité de l'Europe à afficher une stratégie de sécurité claire et à réaliser des efforts concrets en matière de Politique extérieure de sécurité et de défense.

En effet, outre la prise en compte de l'objectif de sécurité, de part et d'autre des deux rives, la future PEV doit souscrire d'autres objectifs stratégiques qui pourrait aussi aider à réaliser quelques avancées dans la gestion des crises et la prévention des conflits, plus particulièrement.

Car, les divisions au sein de l'UE et le manque de cohérence entre les différentes initiatives concernant notre région, rend nécessaire une adaptation des instruments de la politique étrangère commune de l'Europe.

C'est pour cette raison qu'il appartient, aussi bien pour les partenaires du Sud que du Nord de la Méditerranée de faire dorénavant davantage preuve de pro-activité et de réalisme (pragmatique).

Par pro-activité, une refonte de la stratégie d'accompagnement du développement en faveur des pays du Sud de la Méditerranée. Cela est fondamental. Et par réalisme, le temps et le rythme nécessaires pour l'achèvement des transitions, qui parfois peuvent s'avérer longues et tumultueuses, car dépendantes de dynamiques et de changements internes propres à chaque pays de la région. Cela est un fait.

« Le rôle que l'UE va jouer dans le monde se mesurera à l'aune de son action en Méditerranée, considérant que d'autres acteurs internationaux sont de plus en plus intéressés par cette région (Russie, USA, Chine ...). »

La rive sud de la Méditerranée peut ouvrir à l'Europe de nouveaux espaces de croissance, dès lors que les frontières économiques de l'Europe seront progressivement transférées au sud de la Méditerranée.

L'intégration des pays voisins dans le marché intérieur européen fondé sur les quatre libertés (biens, services, capitaux et personnes) constituera un atout pour la réalisation de cette croissance inclusive.

Aujourd'hui, les deux rives, de part et d'autre, doivent asseoir les fondements de cet avenir commun. A cet égard, l'Union européenne et son voisinage du Sud ont un rôle crucial à jouer en tant que partenaires d'une

destinée commune, à travers notamment, une solidarité stratégique pour la mise en place des quatre espaces communs, à savoir l'Espace Economique Commun, l'Espace de valeurs partagées, l'Espace de Sécurité Commune et l'Espace de connaissances partagé seul moyen, d'assurer la prospérité aux populations de l'ensemble du pourtour et d'endiguer l'expansion du terrorisme international.

Il s'agit aujourd'hui d'unir l'ensemble des efforts pour libérer les synergies qui permettront de construire un espace commun cohérent, intégré et apaisé, fondé sur des valeurs universelles partagées, incompressibles et irrévocables.

Pour atteindre cet objectif, il est important de promouvoir de nouveaux espaces de dialogue et de coopération, particulièrement dans le voisinage stratégique de notre pays et ce notamment, en dotant l'Union pour la Méditerranée d'instruments efficaces et de mécanismes cohérents qui soient en phase avec le récent contexte régional dans les pays du sud méditerranéens.

En effet, l'UPM peut jouer un rôle central dans la dynamique d'intégration régionale et sous-régionale, à la faveur d'un développement économique et social, et d'un avenir meilleur pour les citoyens euro-méditerranéens.

L'UPM peut servir de catalyseur pour soutenir et accompagner le processus de reconstruction et de changement dans la région. Car, l'Union pour la Méditerranée constitue le cadre partenarial idoine pour accélérer l'intégration régionale entre les deux rives de la Méditerranée.

Tout comme l'UPM pourrait constituer ce réceptacle qui permettrait de développer et promouvoir le dialogue dans la diversité des religions, des cultures et des civilisations, à l'heure du repli identitaire et de l'exclusion.

Il s'agit de franchir un pas supplémentaire vers l'autre, en développant une nouvelle culture de la compréhension mutuelle et de l'acceptation des différences car, comme le soulignait Sa Majesté Le Roi Mohammed VI : « il n'est de choc qu'entre les ignorances ».

Se dresser face au repli identitaire, face à la pauvreté tout court, sont inévitablement des pistes à emprunter, dans une perspective d'apaisement et de réconciliation, à même de générer un consensus international suffisamment large pour lutter contre les velléités d'agression ou de domination.

« Les initiatives à dimensions politique, économique, sécuritaire et militaire jouent certes un rôle majeur dans la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme, mais elles restent à elles seules, insuffisantes. »

La dimension sociale et le développement multidimensionnel, outre les composantes culturelles et culturelles, avec le rôle majeur qui leur revient dans la diffusion de la culture de la tolérance et de la modération, sont tout aussi importants pour endiguer efficacement l'intolérance et l'obscurantisme.

A cet égard, des efforts déployés par le Maroc, sous la conduite de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, ont permis de mener un processus de réformes audacieuses, dans tous les secteurs afin d'assurer un développement global, à visage humain.

Conscient de son rôle de pivot entre le Nord et le Sud, le Maroc œuvre, sans relâche, pour la construction d'un Maghreb prospère, uni et fort qui puisse être le pendant de l'Europe ;

N'empêche qu'il incombe aux pays du Sud de favoriser le dialogue, d'assurer la complémentarité et de se donner les moyens d'un redressement global de la région, en faisant un travail en interne, en mobilisant toutes les synergies, dans le cadre d'une approche multidimensionnelle, qui s'articulerait autour des trois piliers fondamentaux, à savoir :

- La dimension sécuritaire: à travers une lutte coordonnée contre la menace terroriste, la criminalité transnationale et transrégionale... ;
- La dimension économique : à travers la mise en valeur la diversité des ressources des pays du Sud en vue d'une meilleure intégration économique et la création d'emplois et d'activités génératrices de revenus afin d'engager un développement humain équitable ;
- La dimension humaine : à travers le développement de l'éducation et la promotion des valeurs religieuses et culturelles ;

Assumant son ancrage africain, le Maroc a également adopté une coopération Sud-Sud solidaire, engagée et ambitieuse en termes d'objectifs et de projets. Le rôle du Maroc en faveur de son Continent, se traduit par

des actions réalistes et concrètes pour la promotion d'un développement global, humain et durable, visant à assoir un modèle de coopération sud-sud solidaire, complémentaire et pluridimensionnel, à même de répondre aux besoins croissants des africains.

L'Afrique émerge sur de multiples aspects et à plusieurs vitesses certes, mais elle reste aussi un continent vulnérable comme le montre la situation dans la région du Sahel.

L'Europe ne peut ignorer cette région incontournable parmi les pays voisins de l'Europe au sens large. L'insécurité générale qui y règne, qu'il s'agisse des flux migratoires, des trafics illégaux ou du terrorisme, qui met en péril la stabilité des Etats de la région, appelle à construire un partenariat fort basé sur le dialogue, la coopération et la solidarité pour endiguer les menaces sécuritaires et les trafics de tout genre, à la fois au Sahel, au Maghreb et dans l'espace méditerranéen.

A cet égard, le Maroc forme actuellement une centaine d'Imams, à travers des programmes de formation religieuse visant à aider et à leur fournir une éducation conforme aux préceptes authentiques d'un islam modéré et tolérant partagé par tous les pays adhérant au Rite Malékite.

L'approche et l'expérience marocaine démontre que l'Islam est parfaitement compatible avec la démocratie, les droits de l'homme et la liberté, et atteste que l'évolution sans effusion de sang et sans violence est possible.

« Enfin, la Méditerranée conserve en effet une triple vocation de référent interculturel, d'espace d'échange et de voie de communication. »

Cette région se trouve, aujourd'hui, dans un tournant de son histoire, où il est impérieux de faire preuve de courage, de volonté et d'engagement pour prendre des décisions stratégiques qui pourraient porter la région vers un avenir meilleur et remédier à des périls qui ne l'ont jamais autant guettée.

La Politique Européenne de Voisinage qui constitue le cadre politique le plus large destiné à la région, mérite de toutes les parties, aujourd'hui, un engagement indéfectible en vue d'atteindre, enfin, le rêve d'un Espace de paix, de stabilité et de prospérité partagée tant souhaité pour les peuples et générations futures.

A propos de l'auteur, Youssef Amrani

Youssef Amrani, actuellement Chargé de Mission au Cabinet de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, a précédemment occupé la fonction de Ministre Délégué aux Affaires Étrangères et à la Coopération depuis Janvier 2012. En novembre 2008 il a été désigné Secrétaire Général du Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération, pour ensuite occuper le poste de Secrétaire Général de l'Union pour la Méditerranée (UPM) en juillet 2011.

Youssef Amrani a également occupé la fonction d'Ambassadeur de Sa Majesté le Roi en Colombie, en Équateur, au Panama, au Chili, au Mexique, au Guatemala, au Salvador, en Honduras, au Costa Rica, au Nicaragua et à Belize. Après avoir assuré la fonction de Chef de Cabinet du Secrétaire d'État chargé de l'Union du Maghreb Arabe de 1989 à 1992, il a occupé le poste de Consul Général du Maroc à Barcelone.

Youssef Amrani est licencié en sciences économiques de l'Université Mohammed V de Rabat (1978) et diplômé en management de l'Institut de Management de l'Université de Boston (Boston University School of Management).

A propos de l'OCP Policy Center

L'OCP Policy Center est un think tank marocain qui a pour mission la promotion du partage de connaissances et la contribution à une réflexion enrichie sur les questions économiques et les relations internationales. A travers une perspective du Sud sur les questions critiques et les grands enjeux stratégiques régionaux et mondiaux auxquels sont confrontés les pays en développement et émergents, l'OCP Policy Center offre une réelle valeur ajoutée et vise à contribuer significativement à la prise de décision stratégique à travers ses quatre programmes de recherche: Agriculture, Environnement et Sécurité Alimentaire, Économie et Développement Social, Economies des matières premières et Finance, Géopolitique et Relations Internationales.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



OCP Policy Center
Ryad Business Center – South, 4th Floor – Mahaj Erryad - Rabat, Morocco
Website: www.ocppc.ma
Email : contact@ocppc.ma
Phone : +212 5 37 27 08 60 / Fax : +212 5 37 71 31 54